

## Les camps d'enfermement des îles grecques de Kos et Leros

### Épisode 5/7. Les refoulements ou push back

Podcast: <https://audioblog.arteradio.com/blog/197819/podcast/199663/episode-5-les-refoulements-ou-pushback>

Reportage photo: <https://www.flickr.com/photos/legisti/albums/72177720305810297>

Présentation du reportage: <https://www.gisti.org/article6950>

Montage vidéo (audio, diaporama & ss-titres) : <https://indymotion.fr/w/wDa6G3y5Xp32gs9dgMvdp4?subtitle=fr>

- **Intervenant 1** : De tout ce système je peux dire que... toute la faute revient à l'Europe, parce que tout ce qui se passe ici, tous les pays européens sont au courant, parce que les financements des nouveaux camps viennent d'où ? C'est l'Union européenne qui finance les nouveaux camps.

- **Voix off 1** : « Les camps d'enfermement sur les îles de Kos et Leros en Grèce » un podcast en 7 épisodes du réseau Migreurop et du Gisti réalisé avec le studio radio de la Parole errante Vous pouvez écouter les épisodes, avec des sous-titres sur les sites migreurop.org et gisti.org.

Après deux missions dans les hotspots de Lesbos et Chios en 2016, puis, dans celui de Samos en 2019, le réseau Migreurop et le Gisti se sont rendus en 2021 sur les îles de Kos et Leros.

Ce podcast donne la parole aux exilé·es bloqué·es dans ces îles, et aux personnes qui travaillent ou militent à leurs côtés afin de mettre en lumière et de dénoncer le système des hotspots.

Dans ce cinquième épisode, il est question des refoulements opérés en toute illégalité par les autorités grecques.

- **Voix-off 2** : La police repousse vers la Turquie les exilé·es qui se trouvent en mer. Elle expulse également directement ceux et celles qui ont déjà atteint les côtes grecques.

Un refoulement, ou "pushback", c'est le fait de renvoyer de l'autre côté de la frontière une personne sans procédure, sans examen individuel de sa situation et sans possibilité de déposer une demande d'asile ou de contester la mesure de renvoi prise à son encontre.

A Leros, nous avons parlé avec Catharina, de l'association ECHO 100PLUS. Il s'agit d'une ONG, qui intervient auprès des exilé·es pour leur proposer différentes activités, comme des cours de langues, des cours d'informatique, et diverses activités culturelles. Elle nous a parlé de la situation à Leros pendant la crise sanitaire, et de la multiplication des refoulements vers la Turquie.

- **Catharina** (en anglais) : En Mars 2020, il y a eu une sorte de point de rupture quand tout d'abord Erdogan annonce que l'accord [UE – Turquie] est suspendu et qu'il ne va plus contrôler les frontières. Les Grecs ont réagi en activant un paragraphe de l'accord UE-Turquie et suspendant la procédure d'asile. Et l'autre chose a été bien sûr l'apparition du Covid-19 et ensuite très rapidement les camps sur les îles ont été placés en quarantaine, il y a eu le premier confinement en Grèce, donc nous ne pouvions plus faire venir des bénévoles de l'étranger et nous avons dû cesser nos activités avant de pouvoir les reprendre lentement à partir de l'été. Puis est arrivé le deuxième confinement. Depuis lors c'est très chaotique.

En même temps, il y a eu un changement de gouvernement en Grèce et une politique différente du nouveau gouvernement qui a tenté de mettre un terme à ce qu'ils ont appelé l'échec du gouvernement précédent.

Ils disaient : "On contrôle les frontières maintenant". C'était aussi la réglementation liée au Covid-19 : fermeture des frontières, personne ne peut venir. Et ensuite les refoulements ont commencé. Ils ont commencé partout dans ces îles. On ne laisse pas passer les gens, et même s'ils arrivaient à traverser la frontière et à arriver sur les îles, on les renverrait.

- **Voix-off 2** : Nous avons aussi rencontré Nikos, de la même association, il nous parle des refoulements pratiqués par les autorités grecques et européennes.

- **Nikos** (en anglais) : De façon non officielle, nous savons que ça arrive et que ça devient très dur. Officiellement, ça n'est jamais arrivé. Les refoulements ne sont pas uniquement le fait des autorités grecques, toutes les autorités européennes sont très impliquées : les bateaux de Frontex, qui sont pour la plupart européens, sont très durs lors des refoulements. Et les garde-côtes grecs aussi bien sûr.

Même pour des incidents qu'on a vu de nos propres yeux, des refoulements très proches de la côte, il y avait même une vidéo postée à propos de ça, mais après elle a été retirée par la personne qui l'avait postée parce que le garde-côte lui a demandé "poliment" de la retirer. Je pense que la meilleure surveillance des refoulements est faite par le Aegean Boat Watch.

- **Voix-off 2** : Le militant qui a publié la vidéo d'un refoulement a été poursuivi par les autorités grecques. Nikos nous explique que les pressions qu'il subit sont courantes. Il est officiellement accusé par le gouvernement grec d'espionnage. Une autre vidéo montrant un refoulement a été publiée par Solid, un exilé camerounais rencontré à Kos. Sur cette vidéo, diffusée par la BBC, on peut voir un bateau de garde-côtes grecs tourner autour du zodiac dans lequel il se trouve avec d'autres exilé-es. Le bateau des garde-côtes cherche à faire des vagues pour les faire chavirer (<https://www.youtube.com/watch?v=g4WZGxxDd50>).

En juin 2021, à la suite de la diffusion de la vidéo et de son témoignage pour la BBC, Solid a été poursuivi par la justice grecque qui l'accuse d'être un passeur. Ce type d'accusation est couramment utilisée dans ce contexte. Une audience a eu lieu en août lors de laquelle Solid a été représenté par un avocat commis d'office. En attendant la décision du tribunal, il a été assigné à résidence avec interdiction de quitter l'île. C'est pour cette raison qu'il a refusé qu'on l'enregistre.

A son tour, il a porté plainte contre la police et les garde-côtes grecs pour avoir été victime de push back lors de ses tentatives pour traverser la mer depuis la Turquie. Ces refoulements ont eu lieu dans des conditions très violentes. Sur ses 15 tentatives de traversée depuis février 2021, il a été arrêté 6 fois par les garde-côtes grecs et a fait l'objet de refoulements.

Les autres fois, soit le bateau a eu un problème, soit c'est la police turque qui l'a arrêté. Il confie que la police turque est moins dure : après 2 ou 3 jours de détention, la police procède à une prise d'empreintes et de photos, puis libère les personnes arrêtées. Lors d'une tentative, Solid a failli se noyer. Ils étaient 34 sur un bateau pouvant transporter seulement 20 personnes. Ils ont été sauvés par les turcs.

Une autre fois, les garde-côtes grecs se sont approchés du bateau dont l'un des côtés était déjà dégonflé, ils ont percé l'autre côté. Des passagers qui avaient le numéro de la marine turque l'ont appelée. Ils sont arrivés très vite, au bout de 5 à 10 minutes. Ce sont les passeurs et la police turque qui ont donné leur numéro aux exilés.

La première fois qu'il est arrivé sur le sol grec, en mai 2021, la police leur a tout pris : sac, téléphone, argent. Ils ont été vers le port et enfermés dans un hangar. Les agents expliquaient que tout était « normal », que l'accueil des réfugiés ça se passait comme ça, que les ONG allaient venir, qu'on était dimanche, que c'était la fin du ramadan, c'est pour cela que ça prenait du temps. C'était des agents en civil et des garde-côtes.

- **Solid** : Les personnes ont dit qu'elles voulaient demander l'asile. La police a dit qu'il n'y avait pas de problème. Des gens ont commencé à manifester, car on avait rien à manger et à boire. Ils

ont sorti une arme pour calmer les gens. Un Ivoirien et une femme ont pu rapporter quelques biscuits et de l'eau vers 18h.

A la nuit, ils ont amené des bateaux. Ils nous ont encerclé-es, frappé-es avec des matraques. Ils avaient aussi des Taser. Ils nous ont attachés avec des menottes. Une femme congolaise qui était enceinte de 6 ou 7 mois s'est sentie mal. Ils l'ont « réanimée » puis mise dans le bateau avec nous.

Après environ une heure, ils nous ont enlevé les menottes et mis dans un canot sans moteur alors que la mer était agitée. Le canot a dérivé jusqu'à la Turquie.

- **Voix-off 2** : A son arrivée en Turquie, Solid a été emmené à l'hôpital puis en prison. En juin 2021, il a tenté une nouvelle traversée. C'est celle dont la vidéo a été diffusée par la BBC.

- **Solid** : La police grecque a tiré en l'air et a fait des vagues autour du bateau. Les passagers criaient qu'ils voulaient demander l'asile. Certains ont essayé de monter sur le bateau de la police, les policiers les ont visés en direct avec leurs armes. Je me suis battu pour pouvoir garder mon téléphone car j'avais tout filmé.

Il faut savoir qu'une fois refoulées en Turquie, les personnes sont arrêtées par la police et relâchées le plus loin possible de la mer pour qu'elles mettent du temps à revenir. Les taxis turcs ont ordre de ne pas prendre de migrants. Chaque tentative coûte très cher. En Turquie, les Africains sont très mal payés. Ils gagnent 10 euros pour une journée pleine de travail.

- **Voix-off 2** : La dernière tentative de Solid a eu lieu en juillet 2021. Les passagers et passagères du bateau sont arrivés à Kos vers 7 ou 8 heures du matin. Puis, ils et elles se sont séparés. Un des groupes est entré en contact avec une association qui a prévenu la police que ces personnes étaient demandeuses d'asile. Les exilé-es ont encore été frappé-es, mais cette fois ils ont été emmenés dans un camp.

- **Solid** : On a été interrogé par les garde-côtes. C'était très long. Les policiers ont essayé d'obtenir des informations sur notre trajet. C'est à ce moment-là que j'ai été accusé d'être un passeur. J'ai été placé en quarantaine. J'ai été libéré assez vite du camp, mais avec une interdiction de quitter Kos.

Assigné à résidence, je dois me présenter au commissariat deux fois par mois. Une semaine après mon entretien de demande d'asile, j'ai eu un rejet. J'ai fait appel.

- **Voix-off 2** : Solid nous confie qu'il n'a pas l'impression d'être en Europe. Il était mieux traité en prison en Turquie qu'en Grèce, dans un camp. A Leros, nous avons rencontré le maire, Miraklis Koliass, dans son bureau. Il était accompagné d'une interprète. Lui aussi nous a parlé des refoulements, mais en d'autres termes. Il nous assure qu'il n'a pas eu connaissance de l'existence de telles pratiques.

- **Miraklis Koliass** (en grec traduit en anglais) : Nous avons travaillé très dur. En 2015, le même jour, 5 000 à 6 000 personnes sont arrivées. Et à Leros, plus de 100 000 personnes sont passées par chez nous au cours des cinq dernières années. Donc nous avons fait un sacré boulot en essayant d'aider autant que nous le pouvions compte tenu de nos circonstances.

Nous avons montré un visage très humain, ce qui est vrai. L'église, les garde-côtes, tout le monde a vraiment fait de son mieux, avec les outils dont nous disposions, qui étaient très peu nombreux.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Corrigez moi si je me trompe, mais vous dites "Si cela arrive", ce qui veut dire que vous contestez l'existence de refoulements. Donc comment expliquez-vous que les gens n'arrivent plus?

- **Traductrice** (en anglais) : Il ne sait pas. Si cela s'était produit, ils auraient pu avoir une sorte de lien avec la Turquie, mais il n'est pas du tout au courant.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Donc vous contestez la réalité pour le moment, vous dites que vous ne savez pas.

- **Traductrice** (en anglais) : Il ne sait pas. Ce n'est pas son travail en tant que maire ici.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Quelle est votre responsabilité en tant que maire? Je ne sais pas comment cela fonctionne en Grèce. Si vous êtes au courant des refoulements?

- **Traductrice** (en anglais) : Il dit quelque chose de vrai : ce qui n'est pas bien, selon lui, c'est qu'il devrait s'agir d'un effort conjoint entre la Grèce, la Turquie et d'autres pays européens, et qu'ils devraient tous trouver un terrain d'entente pour que nous ne soyons pas coincés avec le problème en tant que Grèce, et en tant que Leros, à nous occuper de tout seuls.

- **Enquêtrice** (en anglais) : Si, officiellement les autorités nient l'existence de refoulements, ces pratiques sont courantes et extrêmement violentes. Aegean Boat Report notamment les documente et les dénonce en publiant régulièrement des vidéos et des rapports sur les refoulements entre la Grèce et la Turquie.

En avril 2022, le directeur de Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes créée en 2004, a quitté son poste face aux nombreuses accusations de complicité dans des refoulements maritimes ou terrestres aux frontières de l'UE. Depuis 15 ans, les institutions européennes n'ont cessé de renforcer le budget de Frontex, qui est passé de 5 à 543 millions d'euros. Elles ont également renforcé ses compétences en matière de contrôle et d'expulsion.

En 2020, Frontex est pour la première fois publiquement questionnée sur ses activités et sa gouvernance et en partie lâchée par ses soutiens. L'agence est accusée de violations répétées des droits, et notamment de refoulements aux frontières européennes, de manquements à ses obligations réglementaires, de dysfonctionnements internes, voire d'inefficacité par la Cour des comptes.

Le réseau Migreurop réclame depuis plus de 10 ans la suppression Frontex, du fait de l'incompatibilité de son mandat avec le respect des droits des exilé-es. Après la campagne « Frontexit », Migreurop a rejoint en ce sens la campagne internationale « abolish Frontex », lancée en juin 2021, qui appelle à abolir cette agence européenne, actrice clé de la guerre de l'Union européenne contre les migrantes et les migrants.

- **Voix off 1** : Lorsque les personnes arrivent finalement en Grèce, comme nous l'avons vu dans les épisodes précédents, la procédure d'asile peut mettre plusieurs mois, voire des années. Que se passe-t-il ensuite pour ces personnes ? C'est ce que nous verrons dans l'épisode n°6.

« Les camps d'enfermement sur les îles de Kos et Leros en Grèce », un podcast en 7 épisodes du réseau Migreurop et du Gisti, réalisé avec le studio radio de la Parole errante. Vous pouvez écouter les épisodes, avec des sous-titres sur les sites migreurop.org et gisti.org.